

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS****Budget – Finances****Engagement, liquidation et mandatement des dépenses d'investissement  
avant le vote du budget 2024**

L'an deux mil vingt-trois, le dix-neuf décembre à dix-huit heures et trente minutes

Le Conseil Municipal de la Commune de Coulanges-lès-Nevers dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la salle du Conseil Municipal, à la Mairie, sous la présidence de **Monsieur Julien JOUHANNEAU**, Maire.

Secrétaires de séance : Jacques PINAULT et Elisabeth RAY

**Date de convocation du conseil** : 13 décembre 2023

Nombre de conseillers en exercice : 27

Présents : 21	Julien JOUHANNEAU, Emmanuel BOUDET, Gérard BRUNET, Philippe BRUNET, Roland CORDE, Pierre-Henri COTTARD, Michel DAGUIN, Sylvie FAVERIAL, Jérôme FOCH, Matthieu GABET, Bruno GEMZA, Philippe GLORIEUX, Maxime GRUYER, Fanny LEGUE, Pascaline LOQUET, Jacques PINAULT, Elisabeth RAY, Martine RENAULT, Isabelle RIVAILLON, Jean-Claude ROUMIER, Michèle THOMAS
---------------	---

Absents excusés : 2	Charles GARNIER - Irène LAVEAU
---------------------	--------------------------------

Procurations : 4	Emilie BAUDIN représentée par Matthieu GABET Maud GUYOT représentée par Maxime GRUYER Evelyne NAVARRE représentée par Philippe BRUNET Céline PRESTAT représentée par Julien JOUHANNEAU
------------------	---

Présents : 21 Votants : 25 Suffrages exprimés : 21	Pour : 21	Contre : 0	Abstention : 4
--	-----------	------------	----------------

Monsieur le Maire rappelle les dispositions extraites de l'article L1612-1 du code général des collectivités territoriales (article L1612-1 modifié par la [LOI n°2012-1510 du 29 décembre 2012 - art. 37 \(VD\)](#))

*Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.*

*Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.*

*En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.*

*L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.*

*Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.*

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Il est proposé au Conseil municipal de permettre à Monsieur le Maire d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, avant l'adoption du budget primitif qui devra intervenir avant le 15 avril 2024.

Les dépenses d'investissement concernées sont les suivantes :

Chapitre	BP + DM 2023	25 %
20 : immobilisations incorporelles	35 000 €	8 750 €
21 : immobilisations corporelles	481 500 €	120 375 €
23 : immobilisations en cours	5 250 175 €	1 312 543 €
TOTAL	5 766 675 €	1 441 668 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de permettre à Monsieur le Maire d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25% avant l'adoption du budget primitif qui devra intervenir avant le 15 avril 2024.

Le Maire,  
Julien JOUHANNEAU